

"Subversion intérieure" en Grèce

Le peuple grec qui, depuis 1936, n'a connu que peu d'années de semi-liberté, est à nouveau meurtri. Une junte militaire a opéré en quelques heures un coup d'Etat, arrêtant plusieurs milliers de personnes, éliminant un Parlement misérable, dissolvant les partis, les syndicats et de très nombreuses organisations. La loi martiale sévit sur toute la Grèce.

Le roi et sa camarilla ont emboîté le pas aux colonels qui ont fait le coup d'Etat, et les astuces des chancelleries pour sauver la monarchie, quand le peuple grec pourra exercer sa justice, ne peuvent effacer le fait que le roi a tout fait pour encourager le coup d'Etat et qu'il en est le premier bénéficiaire.

Les travailleurs grecs vont devoir mener la lutte dans des conditions plus difficiles que jamais. Mais cette situation n'est pas seulement le produit de la réaction grecque. On ne saurait oublier que l'héroïsme des masses grecques pendant la guerre contre les occupants allemands et italiens allait libérer définitivement le pays si l'impérialisme anglais d'abord, relayé ensuite par l'impérialisme américain (doctrine Truman), n'était intervenu militairement, les mains libres parce que, dans les accords intervenus entre Staline, Roosevelt et Churchill, Staline avait abandonné la Grèce aux Anglais. Il faut aussi se rappeler l'abandon des maquis sous la direction de Markos.

Renonçant à la lutte révolutionnaire pour le socialisme, le Parti communiste grec s'était engagé dans les voies pacifiques et parlementaires pour la démocratie. Cette activité fut exploitée par le vieux politicien Papandreou, sans qu'il lui manifestât d'ailleurs la moindre gratitude. Et, maintenant, quelques colonels ont mis tragiquement fin à cette politique opportuniste illusoire.

Les travailleurs grecs ne renonceront pas à la lutte, on peut en être

sûr, tant ils ont de glorieuses et éprouvées traditions de combat. Il leur faudra cependant tirer les leçons politiques de la défaite et se dégager de l'opportunisme dont ils doivent payer les frais. En tout cas, ils ont droit à la solidarité des travailleurs du monde entier qui peut s'exercer par de multiples voies, pour sauver la vie des militants emprisonnés, pour les libérer, pour aider à reconstruire des organisations et, sans aucun doute, à édifier dans un avenir proche des maquis.

Une autre leçon s'impose, avant tout aux travailleurs des pays capitalistes européens, bourrés d'illusions parlementaires grâce aux directions social-démocrates et stalinienne. On ne sait pas exactement si la C.I.A. américaine était dans le coup. Mais on sait avec certitude deux choses : les colonels grecs pour mener leur opération, se sont servis simplement du dispositif élaboré par l'O.T.A.N. (c'est-à-dire l'armée et les services américains en premier lieu) pour intervenir en cas de « subversion intérieure » ; le coup d'Etat effectué, l'armée grecque continue de fonctionner et, par suite, le régime actuel continue de vivre, grâce aux fournitures des Américains (en premier lieu, le « pain » de l'armée : le pétrole) pour plus de 90 %. Des plans de l'O.T.A.N. contre la « subversion intérieure », il y en a pour tous les pays d'Europe, et il y a aussi, n'en doutons pas, dans toutes les armées, des colonels et des généraux qui ne demandent qu'à les mettre à exécution. Combien faudrait-il d'expériences comme celle que la Grèce vit aujourd'hui pour se débarrasser une fois pour toutes des funestes politiques réformatrices qui ont coûté aux masses travailleuses, en vies humaines et en souffrances, un prix incomparablement plus élevé que toutes les luttes révolutionnaires réunies ?

Djibouti : Jusqu'à quand ?

La lutte que mène en Asie, l'héroïque peuple vietnamien contre le plus formidable impérialisme de tous les temps ne doit pas nous faire oublier la lutte difficile qu'ont entreprise, à leur niveau, contre l'impérialisme français, les peuples de la Réunion, des Antilles, de la Côte des Somalis. Ce dernier pays étant celui qui, actuellement, semble à l'avant-poste.

LE DEBUT D'UNE LUTTE

Depuis 1862, où ils se sont installés pour la première fois en territoire « Afar », les colonialistes français connaissent leurs premières difficultés sérieuses. Lors du dernier périple du général de Gaulle, certains s'étaient étonnés ; pourtant les événements qui eurent lieu, à ce moment, sont liés à « l'impossible décolonisation » qu'effectuerait, de bonne grâce, le pouvoir gaulliste depuis son accession à la direction des affaires françaises.

La Côte des Somalis est un petit pays, mais où les impérialistes tirent de très estimables profits — compagnies pétrolières et banques — aidés dans leur exploitation par une partie de la bourgeoisie locale dont l'existence même est liée à la présence française. Les uns et les autres sont des adversaires décidés de la lutte d'émancipation, complices résolus de par leurs intérêts. Il fallait trouver une réponse qui : 1) serve les deux grands instruments et profiteurs de la domination, et les rassure ; 2) donne l'illusion que la volonté populaire penche du côté du maintien du statut colonial ; 3) profite du manque d'organisation du prolétariat dans les villes côtières, et qui aura à Djibouti notamment, prouvé une combativité mal canalisée, mais effective. Cette réponse, le gouvernement l'a trouvée dans le référendum. Comme cela avait été prévu, l'annonce du référendum plongea dans un certain embarras les membres du comité de coordination de l'opposition (« Internationale », octobre 1966) et permit à la

démagogie gaulliste de mettre en route sa machine désormais bien huilée qui amena à cette supercherie dont Toubert parlait dans notre numéro d'avril.

LA LUTTE CONTINUE

Le référendum effectué, il semble très difficile de trouver les formes de lutte adéquates, pour deux raisons tout à fait différentes : d'abord le manque d'organisation réelle, ensuite une réalité qui s'impose aux dirigeants de la Côte, que l'impérialisme français et son allié éthiopien sont disposés à défendre leurs intérêts par tous les moyens : 1) force armée ; on l'a vue à l'œuvre pendant le référendum, et pendant la répression qui l'a suivi ; 2) pression psychologique qui a pour objet de développer auprès des masses non informées, ces trois points du discours de de Gaulle, du 28 octobre 1966 : « La division de la population, la médiocrité des ressources, l'infirmité des frontières ». Relevons parmi les autres, un argument qui pourrait, et qui a d'ailleurs fait illusion, celui de la division de la population en Afar et en Issas dont les colonialistes disent qu'elle est irréductible. Ce qui est irréductible, c'est une alliance avec la féodalité Afar. Le conflit, quand il existe, est un conflit de classe. Au sein du Front de libération de la Côte des Somalis, il y a une lutte commune des Afar et des Issas.

La lutte commencée ne peut pas être une lutte de compromis, les dirigeants du Front l'ont, sans doute, compris qui ont déclaré récemment : « Si les Français veulent la violence, nous répondrons par une violence encore plus grande. » Mais l'adaptation de la lutte à la situation concrète est une tâche difficile dans un pays comme la Côte des Somalis qui ne doit pas faire reculer les dirigeants de ce pays, mais accentuer leur réflexion politique pour que leur lutte soit victorieuse, et il faut qu'elle le soit.

J. REIER.

E CHEVARRI

Le grand mouvement de revendications qui explosait en Espagne, voilà cinq mois, continue.

Madrid, la Catalogne, le Pays Basque, les Asturies, la Galicie, l'Andalousie, sont touchés par cette vague d'agitation sociale.

Dans un pays où la situation économique de l'industrie s'aggrave, où le salaire des ouvriers a baissé de 10 à 20%, la Biscaye est un exemple de combativité et de solidarité.

Après étude de la situation, le Conseil des ministres avouait une situation de crise en Biscaye et décidait... la réduction de la journée de travail de 50 %, la libre fixation des prix. C'est encore sur le dos des travailleurs que le gouvernement comptait sortir d'une fâcheuse situation.

Il y a juste cinq mois que les 750 ouvriers de Echevarri se mettaient en grève, pour protester contre la suppression de primes et les mauvaises conditions de travail.

Aux lettres individuelles les invitant à reprendre le travail, les ouvriers répondaient « nous rentrons tous ou aucun ». Les patrons leur faisaient un procès. Si la sentence fut rendue contre les ouvriers, le procès se déroula dans un climat de solidarité ouvrière impressionnant.

Chaque jour, des manifestations de solidarité éclatent dans tout le pays basque, et même dans toute l'Espagne : 35.000 métallurgistes de Bilbao en « grève sur le tas » les 20, 21 et 22 avril ; à Madrid, à Barcelone, à Séville, à Sarragosse et en Biscaye des collectes sont organisées.

Malgré les amendes de 500 à 1000 pesetas (40 à 80 F), la surveillance policière, l'envoi d'ouvriers d'autres régions, l'interdiction de se réunir, les arrestations, la suspension des garanties constitutionnelles, la grève continue grâce à l'unité de tous les ouvriers de Echevarri.

Au moment où la soi-disant « libération » du régime est accompagnée d'une répression grandissante — 300 délégués ouvriers, membres de l'Union syndicale ouvrière, de l'Association syndicale des travailleurs et des commissions ouvrières ont été arrêtés, jugés — réaliser ou consolider l'unité de tous les travailleurs est la tâche essentielle et déterminante, afin que ce front unique des travailleurs espagnols continue la « guerre » !

Maria ECHEVERRIA.

De l'interprétation d'une encyclique

Deux idées de l'encyclique sur « le développement des peuples » ont retenu l'attention bienveillante de tous les observateurs. L'une concerne la condamnation voilée du capitalisme, l'autre, l'approbation nuancée des mouvements de libération nationale.

Qu'en est-il exactement ?

Le lendemain de l'encyclique, l'*Unità* publiait l'interview accordée à son correspondant par Eduardo Mondlane, président du Front de libération du Mozambique. Cette interview éclaire d'une lumière toute particulière le paragraphe où il est question du soutien nuancé aux mouvements de libération.

A la question qui lui est posée concernant les rapports entre le FRELIMO et la hiérarchie catholique, Mondlane répond : « L'hostilité de l'archevêque de Lourenço Marques envers notre révolution est bien connue. » Il cite les propos tenus par un autre archevêque, Mario de Andrade, qui répliqua aux premiers coups de feu de l'insurrection par une lettre pastorale non moins meurtrière où il ne craint pas d'affirmer « que personne n'a le droit de tuer, hormis les autorités dans l'accomplissement de leur devoir national ».

En ce qui concerne la composition du clergé de ce pays, qui peut de plein droit se situer parmi ceux qui sont définis dans l'encyclique comme « des populations vivant dans un état de dépendance tel qu'il empêche toute initiative, toute responsabilité, toute possibilité de promotion culturelle, toute participation à la vie sociale et politique », elle est très instructive : Sur 1.500 prêtres, 10 seulement sont angolais. Quant aux autres, ils sont en majorité portugais, donc entièrement acquis à leur gouvernement. En outre, ce même clergé accorde une généreuse hospitalité, dans ses missions, aux troupes chargées de la répression du mouvement de libération. Le M.P.L.A. a d'ailleurs à ce sujet, envoyé un mémorandum au Concile œcuménique. Le Vatican n'y accorda aucune suite. Ceci alors que, dans les territoires libérés par le FRELIMO, la plus entière liberté était laissée aux missions catholiques et protestantes.

Le Pape va donc pouvoir prêcher d'exemple en faisant subir au clergé du Mozambique les rigueurs de la discipline évangélique, apportant ainsi aux communistes italiens une preuve tangible de sa « bonne foi ».

Ce paragraphe aurait pu permettre au Pape de préciser sa pensée sur la guerre

du Vietnam. En effet, il n'est pas de meilleur exemple de peuple luttant contre l'intervention d'une nation « riche » qui veut le maintenir dans un état de dépendance totale.

L'autre paragraphe qui a retenu l'attention concerne « ceux qui n'ont pas le droit de garder pour eux ce qui excède leurs besoins, alors que les autres manquent du nécessaire ». De nombreux commentateurs ont vu là une esquisse de condamnation du capitalisme. En particulier, le journal *La Notte* de Milan, quotidien qui fait partie d'une chaîne de journaux appartenant au roi italien du ciment, n'a rien trouvé de mieux, dans sa première édition suivant la publication de l'encyclique, que de crier « Chiche » au Pape. En effet, son éditorial dit : « De toute façon, en supposant que l'on puisse correctement interpréter (1) la pensée du Pape, il serait bon que l'Eglise, la première, donne l'exemple en renonçant à tout son superflu — qui n'est pas peu de chose — pour le distribuer à ceux qui manquent du nécessaire. »

Cependant, cet irrespect, dû à une exégèse hâtive de la prose papale, ne dura que très peu de temps. Dans son édition du soir, le même journal rectificait son tir : il avait sans doute mieux compris l'esprit du paragraphe. Cela donnait : « Personne n'a le droit de garder ce qui excède ses besoins... le Pape semble, par cette phrase, nier la propriété privée, l'épargne, mais il n'en est rien. Au contraire, il l'admet et il ne s'adresse qu'à ceux qui font de la propriété privée un usage injuste. »

Le journal du roi du ciment, par ces deux éditions contradictoires, situe on ne peut mieux la foi que l'on peut accorder aux intentions du Pape. Et l'on peut faire nôtre l'analyse de *Combat*, journal des moins subversifs, lorsqu'il constate qu'« instruits par l'évolution politique et sociale de ces cent dernières années, qui ont vu se cristalliser une lutte de classes déterminante pour l'histoire du monde, on se prend à douter de l'efficacité du dessein tracé par le Pape ». A ceci près que nous nous prenons à douter non seulement de l'efficacité du dessein mais aussi de sa sincérité. Car le Pape devrait savoir que, de même qu'il est impossible de servir Dieu et Moloch, il est impossible de servir le colonisateur et le colonisé ; il est impossible de servir l'exploiteur et l'exploité.

J. BALLETTI.

ANGOLA

Nous avons reçu du gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil, un communiqué rendant compte des dernières opérations militaires dans ce pays. Les colonialistes portugais continuent à perpétrer de nouveaux crimes. Cependant, les combattants de l'A.L.N.A. (Armée de libération nationale angolaise) accentuent leurs attaques contre les unités portugaises. Ainsi, du 1er au 5 avril, une troupe fut défaite, et ses armes récupérées ; le 12 avril une caserne fut détruite. Les combattants multiplient les embuscades.

Avec la Guinée « portugaise » le dernier pays à mener sur le sol africain une lutte anti-impérialiste conséquente, notre attention doit être tournée vers les combattants angolais.

Les élections

Les élections communales ont constitué en Algérie l'événement politique majeur de ces derniers mois, le seul point de rencontre entre les masses et la vie politique. La préparation des listes de candidats (listes uniques avec le double de candidats par rapport aux sièges à pourvoir, et comprenant obligatoirement deux tiers de « militants ») a été extrêmement laborieuse. Chérif Belkhaem, coordinateur du secrétariat exécutif du FLN, c'est-à-dire grand maître de l'appareil, parcourut le pays durant plusieurs semaines, et les marchandages entre les tendances furent très serrés, notamment entre le parti et l'U.G.T.A. La campagne électorale elle-même fut très limitée, marquée par quelques meetings contrôlés par le parti, ses militants faisant en outre une campagne de porte à porte afin que les électeurs distinguent le bon grain de l'ivraie. Les affiches placardées un peu partout en ville donnant la liste des candidats étaient si rapidement déchirées qu'il fallait un policier par affiche pour les protéger. Cependant, la possibilité d'exprimer une certaine opposition

Lecteur, abonne-toi !

Un journal ouvrier révolutionnaire ne peut vivre que par le soutien de ses abonnés.